

Diocèse de Mont-Laurier. — Du 3 octobre, saint Gérard (Kiamika).

Diocèse d'Haileybury. — Du 5 octobre, saint Placide; du 6, saint Bruno (Guigues). J. S.

PRIERES DES QUARANTE-HEURES

Mardi,	3 octobre.	— Saint-Edouard-de-Napierville.
Jeudi,	5	— Soeurs de la Providence, Maison-Mère.
Samedi,	7	— Saint-François-d'Assise (Longue-Pointe).

CORRESPONDANCE ROMAINE

Août 1916.

N se rappelle que lorsque les Américains s'emparèrent des Iles Philippines, ils se trouvèrent en face de nombreux problèmes qui regardaient son administration religieuse. Ces îles avaient été évangélisées par des religieux espagnols, dominicains, franciscains, augustins et autres, qui y possédaient de grands biens, dont ils se servaient pour l'entretien de leurs couvents et les besoins du saint ministère. Ces propriétés se trouvaient par le fait même de leur affectation divisées en deux classes. Les biens paroissiaux constituaient la première, les biens des ordres religieux, la seconde.

Le pape Léon XIII, intervenant avec son autorité suprême, comme administrateur des biens de l'Eglise en général et des ordres religieux en particulier, seconda les vues du gouvernement américain et fit un partage de ces biens. Il conserva les biens paroissiaux qui servaient à entretenir la vie paroissiale et pourvoyaient aux besoins des fidèles. Quant aux autres, qui appartenaient aux ordres religieux, il les accorda au gouvernement américain moyennant une somme donnée une fois pour toutes, et qui, d'après les évaluations faites alors, se montait à la somme de soixante millions. Je ne garantis nullement le chiffre que je donne, car la convention est restée secrète, aucune trace n'en subsiste dans les *Acta Leonis*

XIII et le se
répéter les br
daient tous su
La conventi
Le premier es
appelés à inte
réservé la répi
de la réalité.
une chose sur l
libre carrière,
A ceux qui s
l'affaire par la
nes, je rappell
titre différent c
plus étroit—du
rieur, celui qui
mieux marquer
ne possèdent pa
donnés ; ils n'e
volue au Saint-S
les défendre il
voit donc que le
transaction, n'ét
ment, ils ne se s
Quant aux dre
générale ce qui s
et la république
gouvernement la
France, disons m
églises cathédrale
aux communes.
ment s'engageait
bien loin de repré